



2018-12-13 CESER NA

Isabelle Loulmet pour Poitou-Charentes Nature,

A laquelle s'associe Clarisse Pinel, pour Limousin Nature Environnement.

Dans son rapport de décembre 2017, « faire territoire(s) », le CESER NA rappelait le double sens de l'expression : construire une entité cohérente, constituant un tout, et aussi créer du lien entre ses parties, en s'appuyant sur leur singularité. Le 5^{ème} enjeu du rapport était l'implication des citoyens, pour répondre aux taux d'abstention record, à la défiance envers la classe politique, à la perte de confiance dans la démocratie représentative. La complexité des organisations territoriales et l'opacité des responsabilités politiques viennent alimenter cette crise de la représentation, qui éclate aujourd'hui sous une forme inédite.

Pour « faire territoire » avec tous et pour tous, il ne s'agit pas seulement de diminuer les inégalités territoriales, mais aussi de réduire les inégalités de participation à la vie citoyenne. Une des missions du CESER, comme des conseils de développement, est d'associer les habitants et les acteurs aux décisions publiques, de l'amont à l'aval, avec comme objectif une meilleure efficacité des politiques publiques, et une meilleure visibilité des résultats des politiques publiques.

Je reprends ici des propositions formulées par Michel Hortolan, ancien président du CESER Poitou-Charentes, et actuel président de France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, lors de la réforme territoriale de 2015 : que les CESER et les CDD (conseils de développement) se voient confier la mission d'animer le débat public sur les questions relevant de leurs domaines ; qu'ils se voient confier la possibilité de proposer la constitution de « panels d'habitants » sur les questions relevant de leurs domaines ; qu'ils se voient confier la possibilité d'être saisis par voie de pétition (droit de saisine citoyenne) de toute question relevant de leurs domaines.

La représentation de la société civile organisée que constitue le CESER viendrait ainsi se vivifier en créant des liens et des lieux d'expression citoyenne.

Les demandes de participation, de transparence et de visibilité des résultats des politiques publiques s'accompagnent d'un désir de justice sociale.

Sur une planète aux ressources finies, se préoccuper de la dégradation de la nature dont nous faisons partie, c'est prendre conscience de notre interdépendance à l'échelle planétaire. C'est aussi intégrer les inégalités sociales générées par une exploitation à court terme et au profit de quelque uns des richesses naturelles. Et relever les inégalités de la fiscalité écologique qui exempte les transports de marchandises sur route et sur mer, et le transport aérien.

Dominique Bourg, philosophe, nous rappelle que « les problèmes écologiques et sociaux sont comme le recto et le verso d'une seule feuille, ils sont indissociables ».

Les changements liés à la transition écologique doivent être accompagnés et se faire avec les citoyens et avec les collectivités, en cherchant des solutions collectives aux problèmes qui nous affectent et affectent nos semblables. Pour que la transition écologique et sociale soit aussi solidaire.